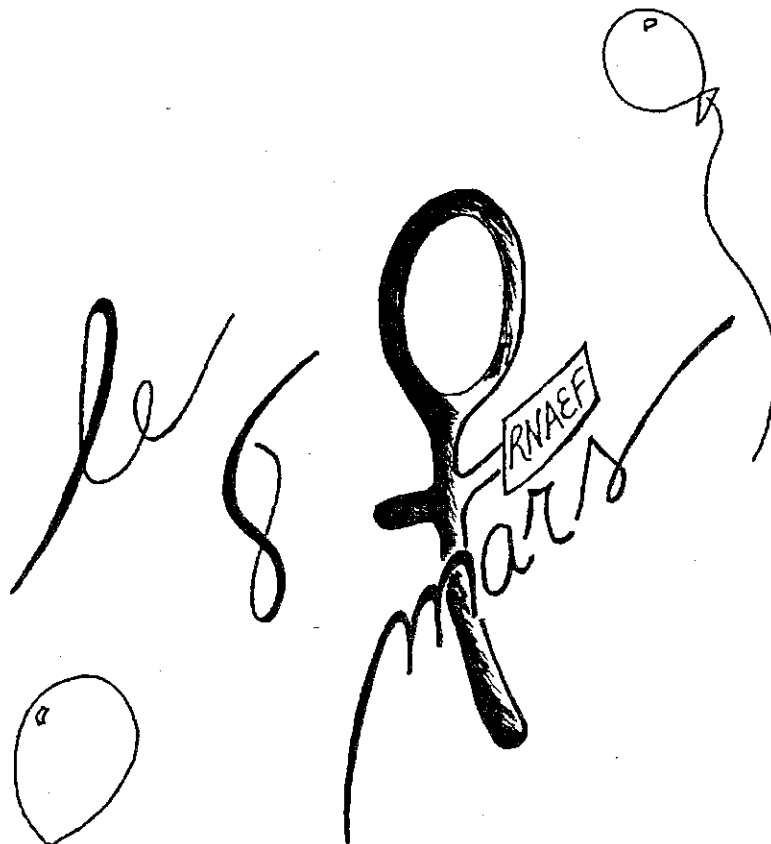


LE BULLETIN

mars 1989
vol.6 no.1



Je renouvelle!

SOMMAIRE

■ "CHÈRES LECTRICES"	3
■ COMITÉS DU RNAEF	6
■ AU BUREAU NATIONAL	11
■ DOSSIERS DU RNAEF	12
■ NOUVELLES DES PROVINCES	14
■ LA PAROLE AUX JEUNES	16
■ NOUVELLES EN ÉDUCATION	16
■ LECTURES ET RESSOURCES	19
■ ÉVÉNEMENTS A VENIR	22
▶ ■ Mot de la présidente	4
▶ ■ Allocution de Madame Sylvia Gold	8
▶ ■ ECHOS DES LECTRICES	5

Le Bulletin AEF est un outil d'information destiné aux membres du Réseau National d'Action-Education-Femmes (RNAEF). Le RNAEF est un organisme national, à but non-lucratif, qui regroupe les femmes francophones intéressées à promouvoir l'éducation, sous toutes ses formes.

Nous invitons les femmes francophones à nous soumettre des textes et documents; nous nous ferons un plaisir de publier vos écrits, vos commentaires en matière d'éducation. Nous nous réservons toutefois le droit de les réviser.

La publication du Bulletin est rendue possible grâce à la contribution du Secrétariat d'Etat du Canada.

Dépôt légal Bibliothèque nationale du Canada ISSN 0827 0139



Chères lectrices,

Il nous fait plaisir de vous présenter cette nouvelle édition du Bulletin. Il fait état des activités du RNAEF, depuis le mois d'août dernier. Les trois dossiers priorisés par le Réseau y sont mis à jour, soit la reconnaissance des acquis, l'alphabétisation et l'étude de profil. De plus, vous pourrez y trouver des renseignements concernant les projets des groupes en province.

De nouvelles collaboratrices y ont signé des textes et la chronique "Echos des lectrices" fait sa première apparition; nous souhaitons qu'elle fasse partie intégrale de chaque nouvelle édition car elle vous permet de partager vos commentaires et suggestions quant au contenu et à la présentation du Bulletin.

Il est important de noter que la date de renouvellement des cartes de membre du RNAEF est LE 8 MARS 1989. Il est donc presque temps d'effectuer votre renouvellement afin de continuer à recevoir votre Bulletin. Vous pouvez le faire en complétant le formulaire que vous trouverez en page du présent feuillet.

Bonne lecture!!

Claire Mazubelli



Mot de la présidente

En ce début d'année '89, j'aimerais partager avec vous quelques réflexions sur le thème de l'éducation.

Eduquer une femme, c'est lui permettre de vivre car c'est lui donner les moyens d'accéder à une plus grande liberté.

Eduquer une femme, c'est la rendre capable d'acquérir un peu de sérénité.

Eduquer une femme, c'est lui donner de l'assurance et lui enlever la crainte.

Eduquer une femme, c'est lui donner la possibilité d'accéder à des postes dans lesquels elle exercera sa fonction pour un mieux-être.

Eduquer une femme, c'est la rendre capable de se défendre lorsque d'autres exigent d'elle plus que ce qui a été fixé; ou encore, lorsque violence et torts lui sont faits, elle puisse recourir à d'autres instances que la révolte.

Eduquer une femme, c'est lui donner les moyens de conserver sa langue, son patrimoine, ses biens.

Eduquer une femme, enfin, c'est lui donner une fierté afin qu'elle puisse goûter au bonheur.

Bonne année à toutes!

Christine St-Pierre

Échos des lectrices

Cette lettre nous est parvenue de la part d'une membre du Nouveau-Brunswick. Elle permet "l'inauguration" de la chronique Echos des lectrices qui, nous l'espérons continuera de paraître!

"Le weekend du 11 novembre, j'ai eu l'occasion de participer. (J'étais la 597ième inscrite - c'est donc que nous étions plus de 600 participantes) à la réunion annuelle de l'I.C.R.E.F.

A la page 21 du bulletin vol. 5 no. 3 de novembre 1988, vous mentionnez sous le thème Lectures et ressources "pour un genre à part entière: guide pour rédaction de textes non-sexistes, Hélène Dumais sous la direction de Michèle Violette." J'ai assisté à la présentation de cette recherche et je vous en livre mes commentaires bien que la simplification puisse être trompeuse, je m'y aventurerai ainsi pour résumer l'essentiel de la présentation:

Présentation:

1. Rendre visible le féminin en l'ajoutant explicitement.
Ex: L'institutrice et l'instituteur
2. Utiliser un terme générique au lieu d'un masculin ou d'un féminin.
3. Pour l'accord grammatical, masculin pluriel.
Ex: 2 mille femmes et un chien étaient présents à la manifestation.

Rendre visible la présence des femmes en les nommant explicitement, utiliser des termes génériques je veux bien mais proposer que l'accord grammatical se fasse au masculin pluriel - rien ne va! Avons-nous besoin d'être ramenées sur le chemin du sexisme grammatical de la langue française, moderne et ancienne et ce dans une recherche intitulée "Pour un genre à part entière - guide pour la rédaction de textes non-sexistes" et de surcroît par 2 femmes?

Au cours de leur présentation, nos conférencières se sont appuyées sur les politiques d'écriture non-sexiste des différents ministères gouvernementaux - le gouvernement serait-il devenu féministe? - J'y suis et j'en vois n'y aucune trace ni aucune préoccupation.

Je terminerai en disant que cette recherche n'a pas le mérite du vocable "études sur les femmes" et encore moins "féministes", pire encore des femmes chercheuses sanctionnent ce qu'il y a de plus sexiste dans la langue française, soit sa grammaire.

Une recherche féministe sérieuse doit pouvoir faire évoluer notre langue, distinguer entre l'oral et l'écrit, les textes journalistiques, les textes courts et les textes longs etc.

Une recherche féministe sérieuse doit proposer un modèle global et complet; les conférencières devant la résistance de l'auditoire, ont suggéré l'étapisme - allons-y pour nommer les femmes, parlons de la grammaire plus tard!

La lutte pour une écriture non-sexiste sera longue et difficile - l'Académie devra être bousculée et modernisée - mieux vaut annoncer toutes ses couleurs aujourd'hui que de mener une multitude de batailles successives - d'ailleurs là n'est pas notre but.

Si l'AEF doit proposer un guide de recherche sur l'écriture non-sexiste, c'est à l'U.Q.A.M. que revient la palme, non pas à l'Université Laval."

Jeanne Renault
Membre d'AEF/Nouveau-Brunswick



Comités du RNAEF

COMITE EXECUTIF

Présidente et responsable
au dossier sur l'étude du
profil de la femme francophone
et l'éducation
Chantal St-Pierre
8931-145^e Rue
Edmonton (Alberta)
T5R 0T9
(403) 483-1622

Présidente sortante
et responsable au dossier
de l'alphabétisation
Cécilia Gaudet
Télé-Université
2635, blvd Hochelaga
7^e étage, C.P. 10700
Ste-Foy (Québec)
G1V 4V9
(418) 657-2262 (Bur.)
(418) 848-3440 (Res.)

Responsable aux finances
Catherine Picard
ACFA
10008-109^e Rue, Suite 203
Edmonton (Alberta)
T5J 1M4
(403) 467-0185 (Res.)
(403) 466-1680 (Bur.)

Responsable au dossier de
la reconnaissance des acquis
Marie-Paule Massiera
11, McArthur
Moncton (Nouveau-Brunswick)
E1C 2L7
(506) 854-4854 (Res.)
(506) 532-2431 (Bur.)

Responsable à l'administration
Thérèse Martel
1133, croissant Château
Orléans (Ontario)
K1C 2C9
(613) 824-0022 (Res.)
(613) 837-4361 (Bur.)

COMITE NATIONAL

ALBERTA: Evelyne Hubert
50, croissant Melrose
Sherwood Park (Alberta)
T8V 3V1
(403) 464-2735
(403) 469-4401

TERRE-NEUVE: Francine Gabbard
2, rue Henry
St-John's (Terre-Neuve)
A1C 1R5
(709) 726-4900 (Bur.)
(709) 739-5777 (Res.)

MANITOBA: Suzanne Rajotte
595, avenue Warsaw
Winnipeg (Manitoba)
R3L 0R5
(204) 477-5953

NOUVELLE-ECOSSE: Rolande Savoie
B.P. 307, R.R.#1
Greenwood Heights
Armdale (N.-E.)
B3L 4J1
(902) 876-2156 (Res.)
(902) 421-1772 (Bur.)
AANE
1106, rue South Park
Halifax (N.-E.)
B3H 2W7

VANCOUVER: Lise Toupin
712 Keith Road
Vancouver Nord (C.B.)
V7L 1W7
(604) 874-9105 (B)

NOUVEAU BRUNSWICK: Danielle Godin
(représentante
par intérim) 236 St George
local 407
Moncton (N.B.)
E1C 1W1
(506) 388-9666

Nicole Martin
3609 Est 47e avenue
Vancouver (C.-B.)
V5S 1E3

PRESIDENTE AEF - ONTARIO

Monique Yelle
1, rue Lapointe
C.P. 282
Bourget (Ontario)
K0A 1E0
(613) 487-2610 (M)
(613) 764-2960 (B)
(613) 764-5419 (B)

BUREAU NATIONAL: (613) 741-9978



Comité exécutif:

Les membres du Comité Exécutif du RNAEF ont tenu leur dernière réunion à Ottawa, les 4 et 5 février derniers. L'ordre du jour était fort chargé; la mise à jour des dossiers, sur lesquels vous pourrez vous renseigner en consultant les pages - etc. Grâce à l'appui financier du Programme de Promotion de la Femme du Secrétariat d'Etat, notons que le comité exécutif a pu mettre de l'avant l'évaluation de sa structure organisationnelle et des besoins en ressources humaines. La décision avait préalablement été prise à la dernière réunion du Comité National (au mois de septembre '89). La présentation du rapport préliminaire au Comité Exécutif a donc été effectuée lors de cette rencontre. Le rapport final sera présenté au comité national lors de sa rencontre des 4 et 5 mars prochains.

La prochaine Assemblée Générale Annuelle arrive à grands pas et la planification de cet événement était à l'ordre du jour. La soirée du vendredi 3 mars fut consacrée à une conférence présentée par Mme. Sylvia Gold, Présidente du Conseil Consultatif Canadien sur la Situation de la Femme. Vous trouverez une synthèse de l'allocation de Madame Gold en pages 8, 9 et 10.

Comité National

Les membres du Comité National tiendront leur prochaine réunion à Ottawa, les 3 et 4 mars. En plus de prendre connaissance du rapport final d'évaluation, les membres échangeront divers renseignements concernant les réalités des provinces qu'elles représentent. Vous trouverez, sous la rubrique "Nouvelles des Provinces", l'information pertinente au développement des groupes AEF du pays.

La dernière réunion du Comité National du mois de novembre '88 avait permis aux membres de se pencher sur les rôles et fonctions des comités et postes occupés par les bénévoles du RNAEF. Animée par Monique Dion, cette session a donné lieu à des discussions importantes et a mené à la mise en marche de processus d'évaluation dont nous faisons état plus haut.

Si vous vous intéressez à un dossier en particulier ou que vous désiriez obtenir de plus amples renseignements quant au travail des comités du RNAEF, n'hésitez pas à communiquer avec les bénévoles ou employées du RNAEF dont les coordonnées apparaissent au début de cette chronique.



ALLOCUTION DE MADAME SYLVIA GOLD, PRÉSIDENTE DU CONSEIL CONSULTATIF
CANADIEN SUR LE STATUT DE LA FEMME

Le vendredi 3 février dernier, lors de la dernière réunion du Comité Exécutif, Madame Sylvia Gold, Présidente du Conseil Consultatif Canadien sur le Statut de la Femme (CCCSF), présentait une allocution ayant pour thème "L'écart des réalités". Madame Gold avait été invitée par le RNAEF à s'adresser aux membres et employées du Réseau, de même qu'aux représentantes de groupes invités pour la circonstance. Le texte suivant constitue un résumé des propos de Madame Gold.

Madame Gold est Présidente du CCCSF depuis janvier '85. Elle est issue du milieu enseignant et oeuvre depuis de nombreuses années à l'avancement de divers dossiers de condition féminine. Elle a débuté son allocution en faisant un bref historique du CCCSF. Créé en 1973, le Conseil a un mandat partagé en deux volets: il agit en tant qu'aviseur auprès du gouvernement fédéral en matière de condition féminine et informe le public quant à la situation des femmes du pays. Le CCCSF doit donc entretenir des liens avec les groupes de femmes du pays afin de connaître leurs préoccupations et revendications. Le CCCSF est composé de trente membres, lorsque toutes les provinces sont représentées; ces membres sont nommées par le gouvernement en place. Le Conseil coordonne le travail de trois comités s'attardant respectivement à la situation économique, sociale et juridique. Quatre rencontres ont lieu au cours d'une année, toutes à Ottawa, alors qu'une rencontre biennale est tenue dans une autre ville du pays; la prochaine réunion aura lieu à Québec en 1990.

L'écart des réalités, selon Madame Gold, est la raison pour laquelle les femmes continuent de lutter pour l'amélioration de leurs



conditions de vie. Cet écart est évident quant aux services et programmes offerts en relation avec les besoins des femmes; cette situation a un impact négatif sur plusieurs aspects de la vie quotidienne des femmes. Les institutions ne répondent que partiellement aux besoins des femmes; les difficultés d'accès à l'éducation pour les femmes n'en sont qu'un exemple. On répond trop souvent aux besoins à partir de requêtes individuelles. Mme Gold estime que ce sont les groupes féministes eux-mêmes qui ont mis sur pied de nombreux programmes et services essentiels; plus il y aura de femmes dans les institutions, plus les changements prendront place rapidement.

En matière de services de garde, Madame Gold est d'avis que l'on croit encore qu'il s'agit là de "l'affaire des femmes". Le CCCSF a présenté sa position au gouvernement fédéral en ce qui concerne sa politique et a suggéré plusieurs modifications. Mme Gold souligne que les femmes veulent partager leurs responsabilités familiales avec leur conjoint et avec la société en général; les services de garde accessibles, universels constituent un élément fondamental de la quête d'autonomie des femmes qui désirent avoir des enfants.

Madame Gold estime que la loi sur l'impôt et le revenu est un autre exemple du traitement défavorable réservé aux femmes. Cette loi renforce l'idée de dépendance des femmes alors qu'elles contribuent à 40% des besoins familiaux.

Quant aux femmes violentées, elles ont dû et doivent toujours s'en remettre à elles-mêmes pour améliorer leur sort. Par exemple, les 40 millions de dollars investis par le gouvernement fédéral pour ce dossier, correspondent en réalité à 14 nouvelles chambres pour toute la province du Nouveau-Brunswick, ce qui est évidemment insuffisant.

Au niveau des salaires, l'écart se fait toujours sentir: au Canada, le salaire moyen d'un homme diplômé universitaire de premier cycle est de \$36,000. alors que celui de la femme est de \$24,000. La mise sur pied de politiques d'équité salariale et d'action positive sont donc nécessaires. Mme Gold est d'avis que les provinces du Manitoba et de l'Ontario ont pris les devants quant aux politiques



d'équité salariale. Cette situation est due au fait que les groupes de femmes de ces provinces ont été très activement impliqués à la promotion de ces programmes. L'histoire ne rend pas justice au travail effectué par les femmes. On oublie trop souvent que la journée internationale des femmes évoque une grève dans une industrie de New-York où la majorité du personnel était composée de femmes!

Mme Gold estime que, dans les circonstances, il est très important que les femmes s'impliquent en politique active. Encore aujourd'hui, seulement 13% des députés fédéraux sont des femmes. En Europe, les femmes sont davantage présentes aux échelons politiques surtout parce qu'elles ont effectué des pressions au sein même des partis afin qu'ils soient représentatifs. Selon Mme Gold, il est également essentiel que les femmes développent de bonnes techniques et stratégies de lobbying. Le mot d'ordre, selon Mme Gold est la vigilance; elle est essentielle afin de maintenir et d'améliorer le climat de justice dans notre société.

La situation s'améliore mais il demeure que l'écart des réalités est encore présent. Mme Gold estime que les années '90 seront des années d'activité et d'effervescence, surtout sur le plan international, autour de dossiers tels l'environnement et la paix.

L'allocution de Mme Gold a été suivie d'une période de questions et de discussion fort intéressante. Les participantes ont échangé sur des sujets qui les préoccupaient particulièrement; les femmes violentées, les droits des lesbiennes, les moyens de toucher les jeunes, les régimes de prêts et bourses, l'emploi, bref, un éventail de domaines importants. Le RNAEF désire remercier Hélène Péladeau, conseillère en communications au CCCSF et Madame Sylvia Gold, de leur disponibilité et leur coopération à l'organisation de cette soirée conférence.



Au bureau national

Des changements au bureau national! En effet, Paulette Thériault nous quitte après plusieurs années au Réseau. Nous lui souhaitons la meilleure des chances dans ses nouvelles entreprises.

Marie Lyne Tremblay est maintenant coordonnatrice du bureau national. Entrée en fonction au mois de décembre dernier, Marie Lyne est originaire de Montréal. Son arrivée coïncide avec une période de travail fort occupée.

Plusieurs dossiers et activités sont présentement en branle, qui exigent l'appui des employées. L'organisation des rencontres des comités national et exécutif jumelées à des conférences, la tenue de la rencontre nationale sur l'alphabétisation, la rédaction de demandes de subvention, la production du Bulletin et l'assemblée générale annuelle du RNAEF qui approche à grands pas ne sont que quelques unes des activités en cours.

Les employées du bureau national sont toujours disponibles aux membres qui désirent obtenir information et ressources. N'hésitez pas à communiquer avec nous, il nous fera plaisir de vous répondre.

Coordonnatrice

Marie Lyne Tremblay

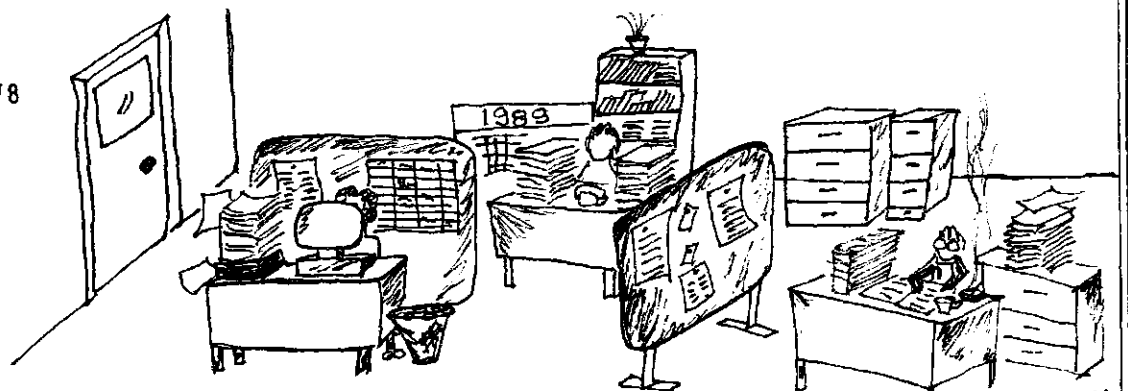
Agente à l'information

Claire Mazuhelli

Secrétaire administrative

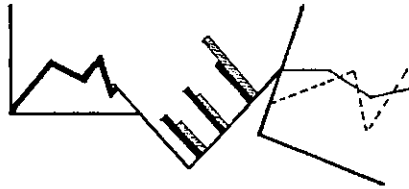
Lisette Donovan

(613) 741-9978



Dossiers du RNAEF

ETUDE DE PROFIL



Ce dossier est piloté par Chantal St-Pierre. La demande financière acheminée au Secrétariat d'Etat devrait donner des résultats sous peu. Le projet de recherche nationale est élaboré. Les objectifs de cette recherche sont:

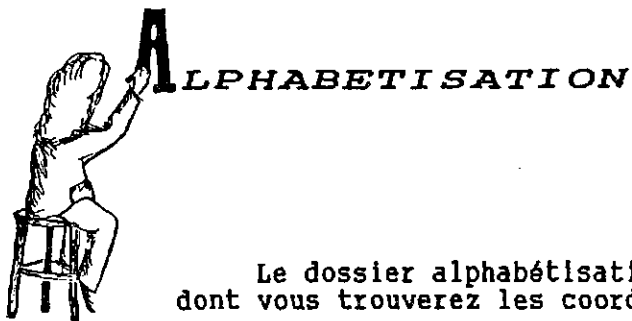
* Objectifs généraux:

- Déceler les obstacles spécifiques en matière d'éducation pour les femmes francophones au Canada en général d'une part, et selon les différentes régions de la mosaïque, d'autre part.
- Trouver les moyens en vue d'éliminer les problèmes des femmes dans ce domaine de même que mettre en évidence leur apport comme formatrices et leur contribution à l'égalité.

* Objectifs spécifiques:

- Dresser un portrait statistique de l'éducation des femmes francophones au Canada pour les années soixante-dix et quatre-vingt.
- Faire une analyse socio-historique du mouvement pour l'éducation des femmes francophones au Canada et de son contexte global d'émergence et de développement. Une attention particulière sera accordée à l'apport des femmes comme formatrices. Les conditions particulières de l'éducation des Amérindiennes, des Métis francophones ainsi que des immigrantes francophones seront prises en considération.
- Faire une analyse socio-historique de la vie professionnelle des femmes francophones au Canada dans le but d'approfondir les rapports éducation-travail et éducation-participation à la société canadienne.
- Cerner les besoins des femmes francophones au Canada en matière d'éducation et de formation.

Comme vous pouvez le constater, il s'agit d'un projet d'envergure. Voilà pourquoi il nécessitera l'appui d'un comité aviseur. Toutes les membres du RNAEF intéressées à faire partie de ce comité sont invitées à communiquer avec Chantal St-Pierre (403) 483-1622. Le mandat des bénévoles faisant partie du comité aviseur sera de deux ans. N'hésitez pas à manifester dès maintenant votre intérêt; le projet de recherche ne pourra que bénéficier de l'apport des femmes du Réseau intéressées à ses objectifs et à la bonne marche du projet.

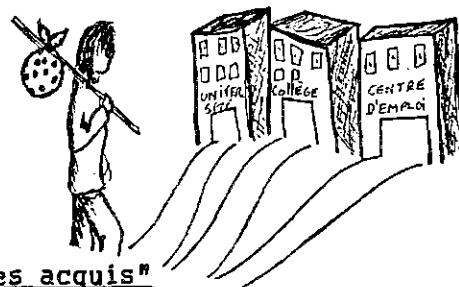


Le dossier alphabétisation du RNAEF est piloté par Cécilia Gaudet, dont vous trouverez les coordonnées à la page 6.

Le comité Alpha vient de recevoir de bonnes nouvelles! En effet, le Secrétariat à l'alphabétisation a alloué des fonds en vue de l'organisation de la rencontre nationale sur l'alphabétisation qu'avait planifiée le comité. Cette rencontre réunira deux apprenantes et une alphabétiseuse francophones, de chacune des provinces du pays. Cette rencontre aura lieu du 11 au 14 mai prochains à Ottawa et vise une mise en commun des réalités et l'élaboration de stratégies relatives au dossier alphabétisation pour les femmes francophones.

Si vous désirez de plus amples renseignements, communiquez avec Cécilia Gaudet ou Marie Lyne Tremblay, au bureau national.

RECONNAISSANCE DES ACQUIS



Les Actes du colloque " La reconnaissance des acquis"

Tel que mentionné dans le dernier Bulletin AEF, les Actes du colloque "La reconnaissance des acquis" sont maintenant disponibles au bureau national. Il s'agit d'un document - synthèse résumant la teneur des allocutions et présentations qui ont eu lieu pendant la fin de semaine.

Toutefois, nous nous excusons d'une malencontreuse erreur qui s'est glissée dans la production du document. En effet, les remerciements d'usage n'ont pas été adressés aux nombreuses femmes qui ont travaillé bénévolement à la mise sur pied de ce colloque d'envergure nationale. Le RNAEF compte depuis ses débuts sur l'apport de ses membres qui consacrent temps et énergies à la réalisation de ses projets et activités. Le colloque ne fait pas exception à cette règle; sans l'implication des femmes d'AEF/Nouveau-Brunswick, la rencontre n'aurait pu avoir lieu. Le comité organisateur, sous la direction de Jeanne d'Arc Gaudet, était composé de représentantes d'AEF/N.-B., de l'Université de Moncton (Dépt. Education permanente) du Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science du N.-B.

Nous nous en voudrions de passer sous silence le travail de coordination effectué par Liane Roy, appuyée du soutien technique de Claire Comeau. La soirée d'ouverture fut également l'occasion pour Ginette Lafleur, de présenter les résultats préliminaires d'une recherche effectuée pour le compte du groupe AEF/N.-B.; cette recherche présentait un portrait statistique des femmes francophones du N.-B. en ce qui concerne leur niveau d'éducation et leur situation socio-économique. Cette recherche devrait être disponible sous peu.

Nouvelles des provinces

■ONTARIO

- Une subvention vient d'être accordée au groupe AEF/Ontario afin d'effectuer une recherche concernant l'éducation non-sexiste dans les écoles de cette province. Ces argents ont été accordés par le Secrétariat d'Etat.
- Une demande de subvention a été déposée par le groupe afin de piloter un projet visant à augmenter le nombre d'apprenties aux cours de métiers non-traditionnels. La demande a été déposée au Ministère de la Formation Professionnelle de l'Ontario. Le programme d'apprentissage aux métiers non-traditionnels a été mis sur pied par le Ministère en collaboration avec la Direction générale de la condition féminin de l'Ontario.
- Le groupe AEF/Ontario a organisé une conférence dans le cadre des des activités de la journée internationale des femmes. Le 8 mars dernier, Madame Monique Bélanger, nouvelle coordonnatrice francophone à la Direction générale de la condition féminine de l'Ontario était là conférencière-invitée et venait présenter la gamme de services en français offerts en Ontario.

■QUEBEC

- La recherche de Françoise Charron, sur la reconnaissance des acquis au Québec est maintenant terminée. Toutes les membres du RNAEF intéressée à en recevoir une copie peuvent communiquer avec le bureau national du RNAEF.

■MANITOBA

- Le groupe AEF/Manitoba est formé de représentantes de plusieurs groupes et organise des rencontres mensuelles depuis le mois de décembre dernier. Elles sont à effectuer une ceuillette de données concernant l'éducation et partageront ces informations lors de la prochaine rencontre.

■ALBERTA

- Le groupe AEF/Alberta travaille toujours à son projet vidéo, qui vise à sensibiliser les jeunes filles à leurs conditions de vie.
- Le groupe participait aux activités du 8 mars en présentant un vidéo sur les métiers non-traditionnels avec discussion. De plus, Chantal St-Pierre était invitée à un panel qui avait pour but de démystifier le féminisme

■NOUVEAU-BRUNSWICK

- La représentante du Nouveau-Brunswick, Danielle Godin, désire mentionner qu'elle fait partie du comité de restructuration du Comitécanadien d'action sur le statut de la femme et y représente les francophones hors Québec. Toutes celles qui désirent faire valoir leur opinion sont invitées à communiquer avec Danielle, dont les coordonnées apparaissent en page 6.





NOUVEAU-BRUNSWICK

Le présent texte nous est parvenu de France Caissy et Carole Carignan, deux femmes qui travaillent au dossier de la reconnaissance des acquis au Nouveau-Brunswick. C'est avec plaisir que nous accueillons ces deux nouvelles collaboratrices au bulletin et nous les remercions de leur contribution.

UN STAGE EN RECONNAISSANCE DES ACQUIS AVEC AEF AU NOUVEAU-BRUNSWICK

C'est suite au colloque sur la reconnaissance des acquis qui avait lieu à Moncton en mai 1988, que nous sommes devenues membres d'Action-Education-Femmes. Etant des femmes qui sont retournées aux études, le dossier de la reconnaissance des acquis nous intéressait vivement.

Depuis, nous avons participé activement aux réunions provinciales d'AEF et nous avons décidé de faire notre stage de quatre mois du baccalauréat en service social sur le dossier de la reconnaissance des acquis avec AEF, N.-B.

Pendant ces quatre mois, nous nous sommes fixées plusieurs objectifs. D'abord, faire une enquête auprès des collèges communautaires de la province et des trois campus de l'Université de Moncton pour connaître les politiques et/ou les pratiques de la reconnaissance des acquis. Cette enquête sera aussi menée auprès du Conseil de gestion, responsable de la fonction publique provinciale, afin de voir s'il existe des politiques au niveau de l'embauche et de la promotion des femmes au gouvernement provincial.

Notre deuxième étape vise à sensibiliser le plus grand nombre de femmes aux principes de la reconnaissance des acquis. Etant donné que les femmes n'ont ni le temps, ni l'argent de recommencer leurs études à zéro, et surtout qu'elles ont déjà acquis des connaissances dans des domaines variés, elles doivent apprendre à s'affirmer en faisant les pressions nécessaires afin que les institutions concernées leur reconnaissent des acquis, c'est-à-dire ce qu'elles savent déjà. Ce processus est certainement un avantage vers l'égalité économique des femmes.

C'est à travers des groupes de femmes déjà existants qui désirent se réorienter, après avoir travaillé au foyer, que nous travaillerons à faire de la sensibilisation. Nous pourrions animer des groupes ou donner des conférences sur le sujet.

Parallèlement, une brochure au nom d'AEF, N.-B. sera produite sur la reconnaissance des acquis. Cette brochure sera un outil de promotion pour AEF en plus d'être un outil de sensibilisation au dossier de la reconnaissance des acquis. On y expliquera les principes et les avantages de reconnaître les acquis aussi bien pour les institutions que pour les femmes elles-mêmes.

Il faut dire que notre enquête auprès des collèges communautaires et des campus de l'Université de Moncton a un double objectif. En plus de recueillir des informations sur les politiques et/ou les pratiques de la reconnaissance des acquis, nous irons sensibiliser les personnes responsables dans ces institutions. Pour ce faire, nous avons envoyé des questionnaires à tous les directeurs, directrices de départements ou d'écoles et aux doyens des facultés. Nous irons chercher nous-mêmes les questionnaires afin de discuter avec eux/elles de l'importance de reconnaître les acquis des femmes.

Enfin, notre dernier objectif du stage est de mettre sur pied un comité consultatif provincial formé d'un représentant des groupes de femmes francophones du N.-B. Ce comité aura la tâche de développer un plan d'action sur le dossier de la reconnaissance des acquis à travers la province pour poursuivre le travail déjà entamé pendant ces quatre mois.

France Caissy et Carole Carignan

La parole aux jeunes



APPEL A TOUTES!

Nous travaillons présentement à établir un réseau de collaboratrices régulières au Bulletin AEF. Nous aimerions qu'en fassent partie les jeunes femmes francophones de quatorze à vingt-quatre ans. Le Bulletin AEF met à leur disposition une chronique qui leur offre l'occasion de faire valoir leurs commentaires et opinions.

Les textes doivent concerner le domaine de l'éducation et peuvent être écrits sous forme de reportage, de témoignage; peu importe la forme privilégiée, le contenu demeure un reflet de la réalité des jeunes femmes du pays, la relève de demain!

Si vous connaissez des jeunes de votre milieu intéressées à collaborer au Bulletin, faites-nous parvenir leurs coordonnées et/ou leurs textes. Nous nous ferons un plaisir de les accueillir parmi nous!

Nouvelles en éducation

Groupe de travail ministériel sur la gestion scolaire

Un groupe de travail fut mis sur pied par le ministre ontarien de l'Éducation, Chris Ward, pour étudier le fonctionnement du financement des conseils scolaires.

M. Charles Beer, adjoint parlementaire et député de North York, fut nommé président de ce groupe qui aura comme but premier l'étude de la Loi 75 sur la gestion scolaire.

Ce même groupe de travail comprendra Mariette Carrier-Fraser, Mark Laratt-Smith ainsi que des représentants de l'Association canadienne-française de l'Ontario, de l'Association des surintendants de langue française de l'Ontario, du Conseil de l'éducation franco-ontarienne, de l'Association des enseignants et enseignantes franco-ontariens, de la Fédération des associations de parents et instituteurs et de l'Association des conseils scolaires de langue française.

Trois comités internes du Ministère guideront, par leur recherche, ce groupe de travail dans leur étude.



COUTS RELATIFS A L'ANALPHABETISME AU CANADA

\$2.5 millions	-	Productivité réduite
\$1.6 millions	-	Accidents de travail
\$0.17 million	-	Dépenses dues au chômage
\$0.08 million	-	Prisons fédérales
\$0.03 million	-	Education aux adultes (fédéral)

Source: "The Cost of Illiteracy to Business in Canada" - Rapport du "Canadian Business Task Force on Literacy".

ANNÉE INTERNATIONALE DE L'ALPHABÉTISATION

Le comité a tenu une rencontre à Chantilly, France, du 10 au 12 décembre 1988. Les discussions se sont déroulées autour des façons d'impliquer les apprenantes et apprenants à la planification d'activités lors de l'année internationale de l'Alphabétisation, en 1990. La diffusion de nouvelles, provenant de 8 à 10 villes du monde, est prévue pour le 2 mars 1990. Les membres du comité se sont entendus sur la priorité pour les prochains mois; la création de comités nationaux qui planifieront, stimuleront et organiseront des activités lors de cette année internationale. Les organismes nationaux sont invités à créer des comités organisateurs qui assureraient la tenue d'événements concernant l'alphabétisation.

Pour informations: Année Internationale de l'Alphabétisation
Bureau de coordination
720 Bathurst, Pièce 500
Toronto (Ontario)
M5S 2R4

ALPHABÉTISATION:

Il est courant aujourd'hui, dans le monde industrialisé, de parler de la nécessité de comprendre l'informatiquem, c'est-à-dire savoir pour l'essentiel se servir des complexes MACHINES électroniques qui nous envahissent.

Pourtant, à travers le globe, des centaines de millions de personnes ne peuvent ni lire ni écrire, encore moins se servir de machines dont le fonctionnement exige la manipulation de chiffres et de mots. En 1985, 889 millions d'adultes de plus de 15 ans étaient analphabètes, soit 27.7% de la population adulte.

Près de 98% des analphabètes vivent dans les pays en développement. C'est l'Asie qui en compte le plus: 666 millions. Il y a 162 millions d'analphabètes en Afrique, et 44 millions en Amérique latine et dans les Antilles. En proportion de la population, l'Afrique vient toutefois au premier rang (54%), suivie de l'Asie (36.3%) puis de l'Amérique latine et des Antilles (17.3%). Les femmes comptent plus d'analphabètes que les hommes, les pourcentages respectifs étant de 34.9% et de 20.5%.

Même dans les pays industrialisés, la situation est sombre. Les statistiques de l'Unesco (l'Organisation des Nations-Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture) indiquent qu'il y a vingt millions d'adultes analphabètes fonctionnels, c'est-à-dire dont l'éducation ne permet pas de s'adapter à l'évolution d'une société complexe.



Ces chiffres ont amené l'Assemblée générale des Nations-Unies à proclamer 1990 Année Internationale de l'Alphabétisation. L'Unesco est l'institution chargée de mobiliser la collectivité mondiale pendant cette année qui servira de tremplin aux efforts déployés pendant la prochaine décennie afin d'aider les Etats membres de toutes les régions du globe à éliminer l'analphabétisme d'ici l'an 2000.

L'analphabétisme est un des plus grands problèmes mondiaux de notre époque. Il est à l'origine du sous-développement et de la pauvreté. Ce n'est qu'en l'éliminant qu'il sera possible de garantir le développement et le bien-être de tous les peuples.

L'analphabétisme peut être vaincu. Au cours de la période de 35 ans entre 1950 et 1985, par exemple, le taux d'analphabétisme, chez les adultes a diminué de 44.3% à 27.7%, en dépit d'une croissance démographique inégale.

Bien sûr, la tâche est loin d'être terminée dans les pays en développement, plus de 100 millions d'enfants de six à onze ans ne vont toujours pas à l'école. Même chez les plus fortunés qui sont en classe, les taux d'abandon et de redoublement sont élevés et la qualité de l'enseignement est souvent si piètre que même après des années de scolarisation, l'analphabétisation n'est pas durable. A moins que des mesures de correction ne soient prises d'urgence, ces jeunes non scolarisés, peu scolarisés ou mal scolarisés seront les analphabètes adultes de demain.

Ainsi donc, pour des centaines de millions de personnes, le droit à l'éducation n'est pas garanti, droit pourtant prévu par la Déclaration universelle des droits de l'homme. Pour ces personnes, c'est l'exercice même des autres droits qui est menacé, fait qui met en péril le progrès de l'humanité.

Tiré du Bulletin, Commission canadienne pour l'Unesco, no. 10, avril 1988

MERCI!

Ont collaboré à ce Bulletin: Lisette Donovan, Marie Lyne Tremblay, Chantal St-Pierre, Carole Carignan et France Caissy: nous les remercions de leur gracieuse collaboration! Si vous connaissez l'existence de textes, documentation ou programmes/services qui pourraient intéresser la membricité du RNAEF, n'hésitez pas à nous en faire part!



Lectures et ressources

● INSTITUT CANADIEN D'EDUCATION DES ADULTES: (ICEA)

RAPPORT SYNTHESE DU COLLOQUE SUR LA FORMATION PROFESSIONNELLE DES ADULTES "REFAIRE LE CASSE-TETE ...AUTREMENT"
Paré, Hélène, 87 pages, \$12.00

Rapport de la soirée d'ouverture, des débats en ateliers et ceux de la plénière du colloque tenu en avril 1988, réunissant plus de 400 personnes.

"SORTIR L'EDUCATION POPULAIRE DE PLACARD"
Vallée, Bernard, mars 1988, 20 pages, \$1.00

Résumé des principaux éléments du rapport du Comité National de Révision du Programme d'Aide aux Organismes Volontaires d'Education Populaire.

"EVOLUTION DES CONCEPTS EN EDUCATION POPULAIRE", DOCUMENT DE TRAVAIL
Vallée Bernard 1988, 59 pages, \$2.00

Recherche documentaire sur l'évolution des différentes conceptions de l'éducation populaire au Québec, son rôle et ses pratiques.

Pour se procurer les documents:

ICEA
506, Est rue Ste-Catherine
#800
Montréal (Québec)
H2L 2C7
(514) 842-2766

● FEDERATION NATIONALE DES FEMMES CANADIENNES-FRANCAISES (FNFCE)

"LIBRE POUR QUI? ECHANGE DE QUOI?"

Vidéo produite par la FNFCE, traitant du Libre-Echange et des interrogations des femmes face à cette entente. Outil d'action complet comprenant une vidéocassette élaborée de façon humoristique, une grille d'animation détaillée et une variété de documents d'appui.

Pour se procurer la vidéo:

Groupes-Membres de la FNFCE
Organismes Non-Institutionnels
Hors-Québec
FNFCE
325, rue Dalhousie, Pièce 525
Ottawa (Ontario)
K1N 7G2
(613)232-5791

Réseau Institutionnel
Groupes communautaires du Québec
GIV
3575, Boulevard St-Laurent, Pièce 421
Montréal (Québec)
H2X 2T7
(514)499-9840



"LE LIBRE ECHANGE ET LES FEMMES: JOUER POUR GAGNER"

Document résumant les principales interventions et positions participantes au colloque national "Levons le voile sur le Libre-Echange" organisé par la FNFCF les 10 et 11 juin '88 à Ottawa.

"AGIR... OUI MAIS"

Récente publication de la FNFCF, ce document veut amener la lectrice à vivre ses émotions face aux engagements de changements, à prendre des risques.

Cette brochure fait suite au cahier "Se Regrouper Oui, Mais...". Un troisième texte portant sur l'autonomie économique viendra compléter ces documents, à partir d'une réflexion sur les expériences de centaines de femmes impliquées dans les groupes communautaires ou autres.

● FEDERATION DES FEMMES DU QUEBEC:

"LE POUVOIR MUNICIPAL : UN OUTIL A NOTRE PORTEE".

Produit par la Fédération des femmes du Québec, ces cahiers pédagogiques sont destinés aux femmes qui désirent former un groupe de travail, en ayant pour objectif de faire un apprentissage à la fois théorique et pratique de la politique municipale.

Pour se procurer le document:

FFQ
1265, rue Berri,
Bureau 820
Montréal (Québec)
H2L 4X4
(514)844-7049

● CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME DU QUEBEC:

"AVIS DU CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME SUR LE REGIME DES PRETS ET BOURSES".

Avis publié par le Conseil qui fait part de ses préoccupations quant aux obstacles économiques que rencontrent les femmes et qui nuisent à la poursuite d'études post-secondaires.

Pour obtenir le document:

CSF
Service de l'expédition
8, rue Cook, 3e étage
bureau 300
Québec (Québec)
G1R 5J7
(418) 643-4326



- "REPERTOIRE DE RESSOURCES POUR ORGANISMES SANS BUT LUCRATIF"
Michaud, Anne, Editions Naissance-Renaissance Humanis Inc.
Gestion/Fonctionnement
Financement/Levée de fonds

Pour se procurer le document: 4750, rue Henri-Julien
Bureau R-12
Montréal (Québec)
H2T 2C8
(514)289-8963

- "REVUE OBJECTIF SCIENCE", encart au numéro de janvier 1989 du magazine "Je me petit-débrouille",

Revue destinée aux adolescents-es et particulièrement aux jeunes filles afin de susciter leur intérêt pour les sciences.

Pour se procurer le document: Agence Science-Pressé
3995, rue Ste-Catherine Est
Montréal (Québec)
H1W 2G7
(514)522-1304

- INSTITUT CANADIEN DE RECHERCHE SUR LES FEMMES (ICREF)

"REPERTOIRE DES GROUPES DE RECHERCHE FEMINISTES"

Disponible depuis janvier, ce répertoire bilingue de l'ICREF comprend de l'information au sujet de 60 groupes majeurs de recherche féministes au Canada. Le document indique également comment communiquer avec eux, leurs buts, leurs rapports, leurs publications et leurs autres activités. Le prix d'introduction du répertoire: \$8.95, frais postaux inclus.

Pour se procurer le document: ICREF
C.P. 236, Succ. B
Ottawa, Ontario
K1P 6C4

- MINISTERE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE DE L'ONTARIO:

"ANNUAIRE ONTARIEN DES PROGRAMMES D'ALPHABETISATION ET D'EDUCATION DE BASE DES ADULTES", \$8.00, plus taxe

Pour se procurer le document: Publications Ontario
880, rue Bay
Toronto (Ontario)
M7A 1N8
(416)965-6015 1-800-268-7540



● Les cahiers de la femme / Canadian Woman Studies, "Women and Literacy".

Automne/Hiver 1989, Volume 9, Numéros 3 et 4, \$10.00

Dernière édition des cahiers de la femme consacrée à l'alphabétisation. On y traite de l'aspect politique de l'alphabétisation et de ce dossier chez les femmes immigrantes, amérindiennes; les pionnières dans ce domaine; expériences personnelles et l'alpha dans d'autres pays.

Pour se procurer le document:

CWS/CF
212 Founders College, York University
Université York
4700 Rue Keele
Downsview (Ontario)
M3J 1P3
(416) 736-5356

Événements à venir

○ L'ALLIANCE ONTARIENNE DES PROFESSEURS DE FRANCAIS: 20 au 22 avril 1989

Huitième congrès de l'AOPF. Thème: "Vivre sa langue, vivre sa culture", Hôtel Skyline, Toronto Airport. S'adresser à:

AOPF
Congrès '89
252, rue Bloor ouest Bureau 6-210
Toronto (Ontario)
M5S 1V5
(416) 923-6641 Poste 2736

○ CONSEIL NATIONAL DE RECHERCHES DU CANADA: 3 au 5 mai 1989

Symposium sur la technologie pédagogique. Thème: "L'enseignement assisté par ordinateur: théorie et réalité" organisé par le Comité pédagogique du Conseil national de recherches du Canada. Halifax. S'adresser à:

Frank Kewley
Sixième symposium canadien sur la technologie
pédagogique
Bureau du service des conférences
CNRC
Ottawa (Ontario)
K1A 0R6
(613) 993-9009



COMITE CANADIEN D'ACTION SUR LE STATUT DE LA FEMME:

L'assemblée générale annuelle du CCA aura lieu du 12 au 15 mai 1989 à Ottawa. Rappelons que la dernière journée sera à nouveau consacrée au traditionnel lobby auprès des partis politiques fédéraux.

Pour renseignements: CCA ou CCA
344 Bloor Ouest 323 Chapel
Pièce 505 Ottawa (Ontario)
Toronto (Ontario) K1N 7N2
M5S 3A7 (613)234-7062
(416)922-3246

ASSOCIATION CANADIENNE D'EDUCATION : 15 au 26 mai 1989

Stage d'étude en administration scolaire. Thème: "Cap sur l'an 2000: la route de l'apprentissage". Banff. S'adresser à Merle Wherrett

ACE/ Merle Wherrett
252, rue Bloor ouest
Toronto (Ontario)
M5S 1V5
(416) 924-7721



INSTITUT CANADIEN DE RECHERCHES SUR LES FEMMES (ICREF)

"Création de liens": 13e colloque annuel de l'ICREF. 9-12 novembre 1989 - Yellowknife - Territoires du Nord-Ouest

Ce colloque se veut l'occasion unique pour toutes les Canadiennes d'examiner et de considérer ensemble les liens qui les unissent en tant qu'individues et en tant que groupes. Cet événement réunira des membres de l'ICREF et des femmes du Nord canadien notamment des Territoires de Nord-Ouest, Yukon, Labrador et du Nord québécois; les femmes y seront invitées à parler de leur "nordicité".

L'ICREF vous invite à soumettre une proposition pour ce colloque. Idée d'articles, de débats, d'ateliers, films, vidéos ou diapositives; le comité de programme les étudiera toutes. L'ICREF vous convie à soumettre toutes sortes d'exposés; ceux des participantes des régions nord et sud présentés en collaboration, de même que ceux qui traitent du partage du savoir-faire et de son application à la solution des problèmes cernés par les femmes du Nord.

Veillez faire parvenir un résumé d'une page du sujet proposé au plus tard le 15 mars 1989 au:

Comité organisateur du colloque de l'ICREF
dans le Nord en 1989
a/s C.P. 995
Yellowknife, (T.N.O.)
X1A 2N7



le 8 mars

Date importante! Journée internationale des femmes mais aussi date de renouvellement de votre carte de membre du RNAEF. En effet, si vous êtes devenues membre du Réseau avant le 8 octobre '88, il est temps de renouveler votre appui au RNAEF.

Il s'agit d'une occasion de recruter de nouvelles personnes; si chaque membre dénichait une personne intéressée à joindre les rangs de l'organisme, le RNAEF verrait, sans trop d'efforts, sa membricité doubler en peu de temps.

Vous pouvez remplir le formulaire ci-bas et le faire parvenir au RNAEF, 50 rue Vaughan, Ottawa (Ontario) K1M 1X1.

NOM: _____

ADRESSE: _____

PROFESSION (s'il y a lieu): _____

ORGANISME (s'il y a lieu): _____

TELEPHONE: Résidence: _____
Bureau : _____

() \$5.00 - MEMBRE INDIVIDUELLE () \$25.00 - GROUPE-MEMBRE
(Chèques au nom du Réseau national d'Action-Education-Femmes)

SOURCES:

"L'ICEA", Bulletin de liaison, Institut canadien d'éducation des adultes, Vol. 11, No. 4, décembre 1988

"A LA UNE", Secrétariat à la condition féminine du Québec, Vol. 3, No. 1, octobre 1988 et Vol. 3, No. 2, décembre 1988

"COUP D'OEIL" Bulletin de l'Office des affaires francophones de l'Ontario, octobre 1988

"BULLETIN" Institut canadien de recherches sur les femmes (ICREF), Vol. IX, No. 2, hiver 1988

"BULLETIN" Commission canadienne pour l'Unesco, No. 10, avril 1988